

L'AVÉRITÉ

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste



■ Roger DUCROS
Contre l'union nationale

■ Marc LACAZE
**Bilan du plan
de développement de l'OCI**

■ Sylvie KERLAZ et Denis FOLIAS
**Conventions et contrats
dans la lutte des classes**

■ Etienne LAURENT
Les masses face au pacte de la Moncloa

■ Sergio REIS
Portugal : le moment de la situation

■ Stéphane JUST
Monsieur Fauvet historien

Avril 1978 Prix 8 F

N° **581**

TENTATIVES ACHARNEES
POUR
SAUVER LA MONARCHIE
ET LES INSTITUTIONS FRANQUISTES
D'ESPAGNE

Les masses face au pacte de la Moncloa

par Etienne LAURENT

Les liens étroits qui existent entre la France et l'Espagne du point de vue du développement de la lutte des classes et de la crise des formes de domination politique de la bourgeoisie dans chacun de ces pays a conduit la presse française à tenter de minimiser la portée de la démission du ministre de l'Economie, Fuentas Quintana, en la présentant comme une crise ministérielle banale, un avatar politique tout à fait secondaire.

Cette interprétation des faits contraste singulièrement avec la manière dont le Manchester Guardian a titré la nouvelle : « Le gouvernement Suarez lutte pour son existence ». La démission de Fuentas Quintana annonce en effet, dans des délais impossibles à prévoir, l'éclatement du gouvernement Suarez. Fuentas Quintana n'était pas un ministre quelconque. Vice-président du gouvernement, responsable de l'ensemble de la politique économique, il était aussi et surtout l'auteur « technique » du plan d'austérité qui a servi de base à la signature du pacte d'union nationale au Palais de la Moncloa, en novembre. Son départ, ainsi que les conditions dans lesquelles celui-ci s'est produit, traduisent l'extraordinaire fragilité des barrages dressés par les dirigeants contre-révolutionnaires du PCE et du PSOE face à l'action de la classe ouvrière et des masses.

Depuis la mort de Franco, l'ensemble des forces attachées au maintien de la propriété privée des moyens de production n'ont eu d'autre choix, par crainte de l'effondrement de l'Etat bourgeois, que de situer leur interven-

Santiago Carrillo et le Premier ministre A. Suarez pendant la signature du pacte de la Moncloa, le 25 octobre 1977 (Sigma).

tion dans l'axe du franquisme en décomposition. Depuis la mise en place d'une façade de parlementarisme, c'est au conglomérat des cliques issues du franquisme — qui porte le nom d'UCD (Union du centre démocratique) —, c'est au « parti gouvernemental » de Suarez qu'a été dévolu, aux côtés de la monarchie et sous couvert de celle-ci, le rôle d'occuper le vide politique créé par la disparition

de Franco au sommet de l'Etat. Aux yeux de la majeure partie du personnel politique franquiste, Fuentas Quintana avait le tort majeur de ne pas être membre de l'UCD. Il occupait pourtant un poste politique clé, donnant directement accès aux caisses de l'Etat, objet de convoitise incessante.

Fuentas Quintana considérait d'autre part que le barrage dressé par le PCE et le PSOE face au mouvement de la classe ouvrière donnait à la bourgeoisie espagnole un certain laps de temps pour agir, mais que la situation exigeait que des mesures soient prises dans le domaine de la fiscalité, du fonctionnement du secteur bancaire, de l'extension du secteur public, si elle voulait tenter de faire face, même avec l'aide des dirigeants contre-révolutionnaires des partis ouvriers bourgeois, aux effets conjugués de la lutte des classes et de la marche à la dislocation du marché mondial. Une telle politique heurtait nécessairement les intérêts d'une partie au moins de la bourgeoisie. Les attaques combinées du patronat et des hommes de l'UCD ont eu raison de Fuentas Quintana et ont conduit à sa chute.

LE SENS DU LIMOGEGAGE DE FUENTAS QUINTANA

Le pacte de la Moncloa, dont les principaux artisans ont été Santiago Carrillo et les dirigeants du PCE, a été établi pour remplir, comme toujours en pareil cas, une double fonction. D'une part, le pacte est un « pacte social », c'est-à-dire le cadre d'une agression frontale contre les conditions d'existence de la classe ouvrière et des masses exploitées. Mais, d'autre part, il est à un titre encore plus décisif un *pacte politique*, dont le but est de freiner, le temps qu'il peut, le mouvement de dislocation des institutions franquistes et de transformation de la crise de domination politique en crise révolutionnaire, en appuyant le gouvernement Suarez et l'UCD, et en donnant à ceux-ci et à la monarchie une possibilité d'affronter la classe ouvrière et les masses qu'ils ne posséderaient pas autrement.

Les mesures projetées et défendues par Quintana faisaient partie des célè-

bres « contreparties » à l'aide desquels les dirigeants staliniens et social-démocrates du PCE, des commissions ouvrières, du PSOE et ensuite de l'UGT ont cherché à justifier les mesures anti-ouvrières du pacte de la Moncloa. L'offensive aveugle lancée contre ces mesures par un patronat qui s'est reconstitué en 1939 et enrichi ensuite à l'ombre du franquisme et avec ses méthodes, traduit l'antagonisme irréductible qui est au centre de la phase actuelle de la lutte des classes et qui mine les efforts conjugués de la bourgeoisie et des directions contre-révolutionnaires des partis ouvriers bourgeois pour établir un cadre stable de collaboration de classes. Cet antagonisme irréductible est celui qui oppose les institutions franquistes en décomposition à la classe ouvrière qui a reconstruit d'ores et déjà ses organisations politiques et syndicales — c'est-à-dire des « institutions » qui l'organisent comme classe, dont l'existence est absolument incompatible avec la forme de domination et les institutions fascistes qui subsistent encore, si avancée que soit leur décomposition.

L'adage célèbre : « On ne peut marier l'eau et le feu » vaut aussi bien pour la bourgeoisie et le patronat espagnols, dont l'axe est toujours le franquisme, même en décomposition, que pour la classe ouvrière. Cette bourgeoisie n'a pas d'autre choix que de recourir à l'aide des dirigeants traîtres du mouvement ouvrier, mais elle est incapable d'établir avec eux, dans le cadre franquiste, les bases d'une collaboration tant soit peu viable. Si loin que ses dirigeants puissent aller dans la voie de la trahison, une organisation comme l'UGT, par exemple, est une institution de la classe ouvrière dont la présence est irréductiblement antagonique avec les institutions franquistes pourrissantes. Pour le patronat espagnol, il ne pouvait y avoir de « contreparties » à l'offensive anti-ouvrière définie à la Moncloa. L'homme qui les incarnait devait nécessairement tomber.

Le départ de Fuentas Quintana a modifié et affaibli l'ensemble du dispositif établi en octobre, obligeant l'ensemble des forces politiques à ajuster leurs positions. A cette occasion, on a pu constater une nouvelle fois

que la place occupée par le PCE et le PSOE dans ce dispositif n'est pas identique.

Le PCE a fait immédiatement savoir, par la bouche de Carrillo lui-même, que, même s'il regrettrait le départ de Quintana, rien n'était changé, et qu'il n'était pas question pour lui de retirer son soutien à Suarez.

Comme dans chaque moment d'accentuation de la crise du franquisme, les dirigeants staliniens sont venus serrer les rangs autour des représentants attirés de l'Etat bourgeois, sentants attirés de l'Etat bourgeois, quels qu'ils soient. Hier c'était Arias, aujourd'hui c'est Suarez et l'UCD. A cet égard, on notera que les thèses pré-paratoires au IX^e Congrès du PCE, convoqué pour avril, ne se bornent pas à réitérer et justifier l'appui à la monarchie, mais consacrent un développement spécifique à la nécessité de travailler avec l'UCD (1).

Le rebondissement de la crise politique et la perspective de l'éclatement du gouvernement Suarez ont contraint par contre le PSOE à chercher à se délimiter un tant soit peu de l'UCD et du régime, en sortant avec éclat de la « Commission constitutionnelle » qui a rédigé et négocié à huis clos dans les Cortès de la monarchie la nouvelle « Constitution ». Le PSOE tire sa force, comme appareil, avant tout des relations qu'il établit avec les masses en tant que parti ouvrier bourgeois et non, comme le PCE, de son appartenance à un appareil international construit de façon à ne subir (ou subir au minimum) les vicissitudes de la lutte des classes dans tel ou tel pays déterminé. S'il veut jouer demain, au moment de la chute de la monarchie, son rôle central dans la défense de l'ordre bourgeois, il faut que le PSOE ait su se délimiter un tant soit peu du régime avant ce moment. Son comportement à la suite de la chute de Quintana exprime le fait qu'un petit mouvement de délimitation lui est apparu nécessaire en préparation d'événements plus sérieux encore pour la bourgeoisie.

LES OBJECTIFS DE LA « REFORME SUAREZ » ET DES ELECTIONS DU 15 JUIN

C'est la monarchie de Juan Carlos qui a été choisie par la bourgeoisie espagnole et par l'impérialisme comme seul cadre susceptible d'assurer la continuité des principales institutions de l'Etat sous les formes léguées par la dictature franquiste, et de les défendre face à la volonté manifeste des masses d'en finir avec l'appareil oppresseur de la dictature honnie. La bureaucratie stalinienne du Kremlin et son agence le PCE ont adhéré à ce cadre et lui ont apporté leur appui sans condition. La monarchie doit être nécessairement désignée comme héritière et continuatrice du franquisme.

Mais l'état des rapports politiques entre les classes, modifié en faveur du prolétariat bien avant la mort de Franco par l'ensemble des combats de la classe ouvrière d'Espagne comme par l'ouverture de la révolution au Portugal, le 25 avril 1974, interdisait à Juan Carlos de remplacer Franco dans l'ensemble des fonctions politiques occupées par celui-ci.

Le fondement de l'Etat fasciste est l'extermination de tous les éléments de démocratie prolétarienne dans la société bourgeoisie, la destruction de toutes les organisations indépendantes du prolétariat et le maintien de la classe ouvrière dans un état d'atomisation forcée. L'Etat fasciste comporte de ce fait la destruction des institutions de la démocratie parlementaire bourgeoisie et la mise en place d'un Etat totalitaire. La clé de voûte en est constituée par l'individu (Führer, Duce ou Caudillo) qui est par lui-même une institution de l'Etat, à la fois en tant que personification des rapports politiques nés de l'écrasement de la classe ouvrière, sur lesquels l'Etat fasciste peut seul se construire, et comme concentration de l'ensemble des pouvoirs de l'Etat en un seul lieu, en une source unique dont toutes les autres institutions dépendent et dont elles reçoivent leur impulsion politique.

(1) « C'est l'attitude non unilatérale (du PCE) envers l'UCD qui a permis à celle-ci d'évoluer vers des positions chaque jour plus éloignées de l'appareil franquiste dont sont issus certains de ses éléments constitutifs. »

Au Portugal, Caetano avait pu tenter de succéder pendant quelques années à Salazar dans la place occupée par celui-ci. Debut 1976 en Espagne, le développement de la lutte des classes a immédiatement montré que l'état des rapports politiques entre les classes rendait une telle tentative absolument impossible. Cela a été révélé par les grandes grèves de janvier (grève du métro de Madrid s'étendant à toutes les corporations et à tout le pays), puis par l'explosion de Vitoria et par la naissance et l'extension des comités de grève élus et de leurs coordinations locales et régionales, tant au Pays Basque (comités de coordination de la métallurgie de Bilbao) qu'en Catalogne (comité central de grève de la construction), et enfin par la tenue fin mars à Madrid du XXX^e Congrès de l'UGT, expression alors la plus élevée du processus de reconstitution de la classe ouvrière comme classe.

C'est à cette impossibilité de faire fonctionner les institutions fascistes comme avant, et à la nécessité de permettre à la monarchie de se placer quelque peu en retrait par rapport aux exigences quotidiennes de la lutte des classes qu'ont correspondu le limogeage d'Arias Navarro et de Fraga d'abord, et la mise en chantier ensuite de la « réforme politique » à laquelle Suarez a donné son nom. Le but de cette réforme est d'assurer le maintien des institutions franquistes essentielles de l'Etat — l'armée, l'appareil policier, le caractère « unitaire » (c'est-à-dire oppresseur des nationalités catalane et basque) de l'Etat, l'Eglise avec ses privilèges et ses fonctions parastatistiques en matière d'état civil et d'enseignement — à l'aide d'une façade parlementaire, et permettre au roi de se mettre quelque peu en retrait en faisant occuper le devant de la scène politique par un parlementarisme octroyé dans le cadre des Cortès de la monarchie.

La mise en œuvre de ce projet était impossible sans la collaboration active des directions traditionnelles de la classe ouvrière. La crise politique de juillet 1976 au moment de la chute d'Arias Navarro, puis celle d'une gravité encore plus grande au moment de la tuerie d'Atocha et de la « semaine sanglante » de janvier 1977 ont amené les appareils contre-révolutionnaires

du PCE et du PSOE à jouer un rôle politique chaque fois plus central, à la fois pour dresser des barrages face au mouvement des masses, et pour prendre en charge dans les moments critiques la conduite même de l'Etat bourgeois à la dérive.

En mai 1977, il est absolument certain de nouveau que c'est seulement l'intervention du PCE et de sa projection « syndicale », les commissions ouvrières, qui a permis d'isoler la grève générale, les manifestations et les chocs violents du Pays Basque, et d'éviter que la grève générale de solidarité ne devienne effective à l'échelle de l'Etat, emportant avec elle le gouvernement Suarez et les élections du 15 juin.

La tenue des élections du 15 juin a donné à la monarchie aux abois un moment de répit. Mais elle n'a modifié ni les formes de la domination politique qui sont toujours celles des institutions franquistes — dont la décomposition se poursuit derrière la façade de la monarchie devenue « constitutionnelle » —, ni les rapports politiques entre les classes, marqués après comme avant les élections par des poussées répétées de la classe ouvrière et des nationalités opprimées se dirigeant vers la destruction des institutions franquistes.

L'INDEPENDANCE POLITIQUE DU PROLETARIAT ET LE MOT D'ORDRE DU BOYCOTT

Ainsi que les lecteurs de « La Vérité » le savent (1), lors des élections du 15 juin, l'Organisation Cuarta Internacional, section espagnole du Comité d'organisation, a défendu en commun avec la Ligue communiste, organisation sympathisante du Secrétariat unifié, avec une partie du POUM, avec l'organisation nationaliste révolutionnaire basque LAIA et avec la CNT, le mot d'ordre de boycott.

(1) *La Vérité* n° 577 (juin 1977).

Ulérieurement, comme préalable politique à la fusion de leur organisation avec la LCR d'Espagne qui avait elle-même participé aux élections dans le cadre d'un front électoral (le FUT), la majorité de la Ligue communiste est revenue sur cette position et a même fait son « autocritique » publique.

Les trotskystes de l'OCI d'Espagne, appuyés par les organisations européennes du Comité d'organisation, ont maintenu leur position et en ont défendu la justesse. Le mot d'ordre de boycott, ensemble avec ceux de : « A bas la monarchie », « République », « Constituante et républiques libres de Catalogne et d'Euzkadi dans une union des républiques libres » ont répondu, et correspondent plus que jamais, aux lignes de force du développement de la situation politique et des rapports politiques entre les classes, se dirigeant, sur la base des combats de la classe ouvrière et des nationalités opprimées et la désagrégation des institutions franquistes, vers l'ouverture de la crise révolutionnaire.

Participer aux élections au moment où la classe ouvrière et les nationalités opprimées, en premier lieu les Basques, se dressaient dans de puissantes grèves, des manifestations gigantesques et des combats de rue contre la monarchie héritière de l'Etat franquiste « unitaire », c'est-à-dire oppresseur des nationalités, et contre le gouvernement Suarez, signifiait cautionner la continuation de l'oppression nationale aussi bien que le maintien de la monarchie.

L'OCI d'Espagne a donc combattu pour le boycott comme unique moyen d'affirmer dans le contexte des élections du 15 juin l'indépendance politique du prolétariat. Le mot d'ordre n'a été suivi que par une très faible minorité de la classe ouvrière. Ainsi que l'OCIE l'a écrit dans sa résolution politique de fin juin, « il y a là une contradiction apparente qu'il n'est pas possible d'éluder ». Et l'OCIE d'expliquer :

« Il est nécessaire de préciser tout d'abord les rapports actuels entre les « illusions démocratiques » et les illusions des masses dans les directions traditionnelles.

Les directions traditionnelles ont appelé à voter dans le cadre d'un appui à la monarchie, foulant du pied les principes de la démocratie dont ils se réclament. Les masses ont voté contre la monarchie et pour la démocratie. C'est ainsi que les revendications démocratiques et la revendication de la démocratie s'insèrent comme une partie constituante centrale du mouvement se dirigeant vers la liquidation totale des institutions franquistes, la période du démantèlement de l'Etat bourgeois centralisé. Le mouvement des masses exprimant leurs aspirations est ainsi en contradiction avec les illusions dans les appareils des partis ouvriers bourgeois.

Les illusions des masses dans les directions traditionnelles les ont amenées à participer massivement aux élections, puisque celles-ci les y appelaient. Les bolcheviks tiennent compte des illusions, mais refusent de s'adapter aux illusions. En votant massivement, les masses ont voté pour la liquidation totale des institutions franquistes, pour la démocratie contre la monarchie, pour la solution radicale à la question nationale. En préconisant le boycott pour les mêmes objectifs que les masses ont inconsciemment fait leurs, l'OCIE a exprimé la nécessité d'une politique prolétarienne rompant avec la politique de sauvetage de la monarchie qui est celle des partis ouvriers bourgeois. C'est pourquoi l'OCIE ne s'est pas coupée des masses. En participant aux élections, l'OCIE aurait agi comme la LCR et les gauchistes, c'est-à-dire se serait située sur le terrain de la défense de la monarchie et de l'oppression nationale. »

Participer aux élections, en effet, c'était se ranger du côté de l'ensemble des forces engagées dans l'effort commun de la réforme Suarez pour tendre un barrage face au combat des masses se dirigeant vers la destruction des institutions franquistes confondues avec l'Etat bourgeois. Voici les éléments à l'aide desquels la LCR, appuyée par le Secrétariat unifié, a tenté de justifier sa position, en rejetant la responsabilité sur la classe ouvrière et les masses :

« Nous affirmons que la forte montée de la lutte des masses et de la combativité de la classe ouvrière n'a pas été marquée par une orientation politique claire capable de transformer cette lutte des masses en une action efficace contre la dictature terroriste et contre la réforme politique continuiste du bloc dominant. C'est là que se situe la force du bloc dominant et sa capacité de passer d'un Etat terroriste à un Etat démocratique de démocratie limitée (...). L'action du peuple travailleur ne s'est non seulement pas portée derrière un programme de révolution socialiste, mais n'a même pas été active derrière un programme de lutte démocratique conséquent (...). Notre parti a donc décidé, étant donné la situation actuelle des rapports de forces entre bourgeoisie et prolétariat défavorables (fût-ce de façon contradictoire) à la politique de la révolution socialiste, de participer aux prochaines élections à la Chambre et au Sénat. » (*Résolution politique du 9/1/1977 ; voir également Imprecor, avril 1977*).

Aucun des développements de la lutte des classes, des événements d'Atocha fin janvier aux grèves générales et aux combats de rue du Pays Basque de mai, n'ont conduit la LCR à modifier sa position. Le 2 juin, l'organe de la LCR reconnaît certes que le mouvement des masses aurait la force de mettre en échec la mise en place de « l'Etat fort aux libertés surveillées », mais que pour cela « il faudrait obtenir l'accord de tous les travailleurs, c'est-à-dire des organisations majoritaires ».

Ce qui signifie que, puisque tel n'est pas le cas et que le PCE et le PSOE sont décidés à participer aux élections, il ne reste alors qu'à s'incliner, même si la subordination aux volontés des appareils traîtres a comme sens d'imposer à la classe ouvrière la soumission aux cadres de la monarchie franquiste...

« Dès le 16, *promettait donc J.-R. Arambessi, responsable de la LCR et candidat du FUT à Madrid*, en plus de toutes les autres revendications des travailleurs, nous combattons afin de pouvoir être la Constituante dont nous avons besoin (...) » (*El Pais, 5 juin 1977*).

Nous examinerons dans la dernière section de l'article les positions que la LCR défend aujourd'hui, et constaterons qu'elles sont respectueuses, plus que jamais, du cadre constitutionnel établi.

PARTIS ET APPAREILS AU LENDEMAIN DU 15 JUIN

La tenue des élections a jeté la lumière la plus crue sur l'état exact des relations internes du dispositif politique dont la défense de l'Etat bourgeois miné dépend.

Seuls ont émergé, en tant que forces politiques se présentant comme capables de contenir le mouvement des masses, le PCE comme le PSOE. Le PCE a payé sa politique effrénée d'appui ouvert à la monarchie par un échec indiscutable sur le plan électoral, dont Carrillo déclare aujourd'hui qu'il n'a pas été sans conséquences pour la manière dont le PCE a dû se disposer par la suite : « Si nous avions eu 60 députés aux Cortès, le gouvernement d'Union nationale serait une réalité depuis longtemps. » Mais cet échec n'a pas ôté au PCE sa place de principal appareil contre-révolutionnaire, artisan et force motrice des stratégies de défense de l'Etat bourgeois appliquées par les directions contre-révolutionnaires des partis ouvriers bourgeois en Espagne.

C'est seulement par la fraude électorale et le trucage cynique des résultats (urnes de tous les quartiers ouvriers de Madrid « perdues », 800 000 voix « reportées » de l'abstention au compte de l'UCD au cours des trois longues semaines qui ont été nécessaires pour décompter « définitivement » les voix et proclamer un résultat « officiel ») que le PSOE est passé en seconde position derrière l'UCD. Du moment que la défense de la monarchie l'exigeait, le PSOE a accepté de se prêter au trucage, même si l'artisan d'une « répartition négociée » des voix « perdues » à Madrid a été là encore le PCE. Mais les résultats de juin ont fait du PSOE le premier parti d'Espagne sur le plan électoral, et, par ses positions dans l'UGT, également le premier appareil ouvrier bourgeois par le nombre des militants ouvriers et des positions dans les masses.

Cette situation est grosse des plus graves contradictions. La victoire du PSOE aurait nécessité déjà et nécessairement demain sa participation au gouvernement pour défendre la monarchie. Mais il y a plus. Les Cortès issues des élections du 15 juin sont plus proches, par leur place dans le dispositif d'ensemble des institutions de l'Etat, des anciennes Cortès corporatistes de Franco que d'une institution parlementaire bourgeoise. Or le PSOE est lui, pleinement, un parti ouvrier parlementaire et, à ce titre, il a été le seul parti qui se soit trouvé obligé de faire « comme si » les Cortès étaient un véritable Parlement bourgeois. L'impossibilité où il a été de le faire — sur tous les plans, depuis le respect de la condition et des privilèges parlementaires et la défense de l'intérêt physique de ses propres députés, jusqu'au vote de lois qui puissent justifier le rôle des chambres, sans négliger la frustration des ambitions personnelles de son personnel politique au niveau des postes et des influences — ont fait naître d'innombrables conflits et tensions internes. L'appareil du PSOE a été formé pratiquement sans expérience contre-révolutionnaire directe dans la lutte des classes. La fraction des carriéristes que les partis ouvriers parlementaires attirent invariablement y est particulièrement importante. C'est leur pression qui s'exerce dans les déclarations que le PSOE multiplie à certains moments et que Carrillo stigmatise comme irresponsables (et de son point de vue, il a raison) — comme quoi le PSOE serait « une alternative de pouvoir » au gouvernement de l'UCD.

En face des appareils ouvriers bourgeois, du côté des partis bourgeois proprement dits, la situation est critique. Pendant quarante ans, Franco a représenté la concentration maximale de l'Etat bourgeois et été à lui seul le « parti » de la bourgeoisie. Au cours de cette période, tous les autres groupements politiques bourgeois ont été réduits à l'état de cliques et de camarillas dont le rôle dans les affaires de l'Etat dépendait exclusivement des décisions de Franco.

L'UCD, aussi bien que l'Alliance populaire, ne sont rien d'autre que des conglomerats nés du regroupement hâtif de ces cliques et ces camarillas.

L'écrasement électoral de la Démocratie chrétienne de Gil Robles et Ruiz Jimenez est à lui seul une indication du fait que c'est bien dans le cadre du franquisme — en décomposition — que les élections ont été tenues. Dans ce contexte, l'UCD a eu sur l'Alliance populaire l'avantage incommensurable de se présenter comme le parti « au pouvoir », adossé à l'appareil d'Etat et organisant sur cette base les plus larges opérations de trafic d'influences, de contrats, de postes. C'est cela qui a déterminé la « victoire » de Suarez sur Fraga.

Le « succès électoral » de l'UCD n'a fait qu'accentuer ses traits de conglomerat composite et parasitaire, préoccupé avant tout de déterminer la répartition exacte des postes et des influences entre les différentes fractions. Fin juin, la résolution politique de l'OCIE établissait le pronostic suivant :

« La perspective pour l'UCD n'est pas l'homogénéisation dans un parti stable de gouvernement, mais les déchirements qui s'accroîtront au rythme même de la lutte des classes et de l'impuissance du gouvernement monarchique à résoudre les questions cruciales qui se posent au régime franquiste agonisant. »

L'appareil stalinien a apprécié lui aussi, au même moment, la situation créée par le résultat des élections. Se situant dans la perspective de défense de l'Etat bourgeois sous la forme de la monarchie franquiste, il a estimé que l'UCD n'avait ni la capacité, ni la force de mener à bien, seule, les tâches requises à cet effet. Seul un gouvernement d'union nationale était à même, a déclaré Carrillo fin juin, d'élaborer et d'appliquer la politique requise. A partir des premiers jours de septembre, cette conviction était partagée ouvertement par une aile de l'UCD elle-même et par des secteurs bourgeois importants. Mi-septembre, deux mois après la formation du second gouvernement Suarez, il était question ouvertement de crise politique à Madrid. C'est alors qu'adaptant sa proposition initiale de maintenir le gouvernement Suarez en place, Carrillo a ouvert la voie à l'établissement d'un accord d'union nationale qui chercherait à donner à Suarez la force

et l'autorité qui lui avaient manqué complètement jusque-là.

LA POUSSEE DES MASSES EN SEPTEMBRE ET LA PREPARATION DES ACCORDS DE LA MONCLOA

A la mi-septembre, le bilan du gouvernement Suarez pouvait être établi comme suit : incapacité à trouver par ses propres forces une issue, si temporaire soit-elle, à la question nationale, catalane et basque ; incapacité à faire face à la classe ouvrière sur le terrain des revendications immédiates et à trouver par ses propres forces une parade à la reconstruction des syndicats indépendants de classe du prolétariat ; incapacité répétée enfin à tenir en main les forces constitutives de l'appareil répressif franquiste dans une situation qui rendait la chose pourtant indispensable. Et lorsque la conférence de la Moncloa s'est ouverte le 8 octobre, la bourgeoisie avait assisté, impuissante, en moins de cinq semaines, à quatre manifestations regroupant au Pays Basque plus de 800 000 travailleurs et jeunes ; à Barcelone, le 11 septembre, à une manifestation gigantesque de plus d'un million de personnes ; à Madrid enfin, le 6 octobre, à une manifestation de 800 000 travailleurs et jeunes, manifestation la plus importante connue à ce jour dans l'histoire de la lutte des classes dans la capitale.

« La Vérité » et « Informations ouvrières » ont expliqué à de nombreuses reprises la place de la question nationale dans la marche à la destruction des institutions franquistes de l'Etat et l'ouverture de la crise révolutionnaire. Le franquisme, à un degré qualitativement plus élevé encore que la monarchie et la dictature militaire de Primo de Riveira, a fait de l'oppression nationale des Basques, des Catalans et des Galiciens l'une des bases fondamentales de l'Etat bourgeois. Les revendications nationales ont acquis de ce fait, aux côtés des revendications centrales du droit à l'organisation, à l'expression, à la grève, pour l'affirmation desquelles la classe ouvrière s'est regroupée tou-

jours plus résolument face au franquisme, le caractère des revendications s'attaquant aux fondements mêmes de la domination bourgeoise en Espagne.

De même qu'en mai, où ce sont les combats sur la question nationale qui ont failli avoir raison des élections aux Cortès octroyées, fin août et début septembre, ce sont de nouveau les revendications nationales qui ont servi de catalyseur à la mobilisation massive de la classe ouvrière, de la jeunesse et de l'ensemble des couches exploitées et opprimées, contre la monarchie et les institutions franquistes en décomposition, et de signal à la reprise du combat de la classe ouvrière sur le terrain de ses propres revendications. L'enchaînement est important. Il traduit dans les conditions spécifiques à l'Espagne la place des revendications démocratiques dans le combat pour le front unique ouvrier et la marche à la révolution prolétarienne. Aujourd'hui, les revendications nationales fondamentales des Basques, des Catalans et des Galiciens demeurent entières et représentent, au même titre qu'en mai ou en septembre 1977, le terrain qui peut catalyser le regroupement des masses face à la monarchie.

En Euzkadi, fin août, c'est la procédure d'extradition engagée contre le militant de l'ETA Apalategui qui a servi de point de centralisation à des manifestations dont le nombre et la puissance se sont accrus de semaine en semaine, puis de jour en jour, jusqu'à ce que le gouvernement recule : 150 000 à Pampelune le 28 août, malgré la formidable répression policière quasi militaire, puis 350 000 à Bilbao le 2 septembre, 150 000 à San Sebastian le 3, et autant à Vitoria quelques jours plus tard, de même que dans chaque petite ville industrielle d'Euzkadi.

Dans ces manifestations, le mot d'ordre d'indépendance, défendu alors par plusieurs des organisations nationalistes révolutionnaires, tendait à l'emporter sur celui d'autonomie mis en avant par le parti traditionnel bourgeois, le PNV, et par le PSOE, organisation ouvrière majoritaire dans le Pays Basque.

En Catalogne, le 11 septembre, jour de la fête nationale, la manifestation

ogantesque de plus d'un million de personnes appelées à se rassembler sur le mot d'ordre du retour au statut de 1932 a effectivement été contenue sur ce terrain, ce jour-là, par les appareils des partis ouvriers bourgeois et par les partis catalans traditionnels.

Seuls les mots d'ordre de « République libre d'Euzkadi et de République libre de Catalogne dans une Union des Républiques libres d'Espagne », défendus par l'OCIE et liés directement à ceux de « A bas la monarchie », « République et Constitution », pouvaient libérer l'ensemble des potentialités révolutionnaires de ces puissantes mobilisations. Le caractère limité des liens forgés à cette étape par les trotskystes avec la classe ouvrière et les masses opprimées d'Euzkadi et de Catalogne ont réduit la portée politique immédiate de ces mots d'ordre. Mais ni la bourgeoisie, ni les appareils contre-révolutionnaires ne pouvaient méconnaître le fait que, lorsque des centaines de milliers et même des millions de travailleurs et de jeunes se mobilisaient pour « le retour au statut », c'est en réalité contre la monarchie et les institutions franquistes que leur mobilisation se dirigeait et serait appelée à se diriger toujours plus consciemment.

La bourgeoisie catalane et la bourgeoisie basque l'ont compris mieux que quiconque. Elles ont tout fait pour permettre au gouvernement Suarez de parvenir à un accord avec eux, qui se borne aux concessions les plus limitées sur l'usage des langues nationales et le transfert de « pouvoirs », qui ne dépassent pas ceux d'un conseil général départemental, et dont le cadre juridique a précisément été fourni par la loi franquiste sur les « autonomies » locales. Mais l'axe du franquisme décomposé, qui est celui de toute la politique espagnole, a rendu même un tel accord — qui ne fait tout au plus que geler la question nationale pour quelques mois au maximum — extraordinairement difficile à élaborer. Il a fallu attendre le 20 octobre avant que la Généralité de Catalogne soit « rétablie » comme réunion des pouvoirs des quatre conlans, et que Taradellas puisse regagner Barcelone.

Il a fallu attendre le mois de novembre pour que l'amnistie soit votée en faveur de tous les militants basques, et le mois de janvier 1978 avant que le régime de « pré-autonomie », avec plus de limitations encore, soit étendu de la Catalogne au Pays Basque.

Mais entre-temps, à partir du 8 octobre, l'ensemble des forces politiques attachées à la défense de la monarchie s'étaient réunies à la Moncloa : ce qui n'est qu'une autre façon de dire que c'est le pacte d'union nationale qui a seul permis au gouvernement Suarez de rassembler le minimum d'autorité et de force nécessaire pour arriver à ces résultats pourtant piteux.

LA CLASSE OUVRIERE, LES APPAREILS ET LE PACTE DE LA MONCLOA

Le pacte de la Moncloa a représenté pour la classe ouvrière le début d'une nouvelle phase dans son expérience de l'ampleur de la trahison de ses directions traditionnelles et leur capacité à constituer contre les travailleurs, lorsqu'il le fallait, un « front commun » aussi bien sur le plan syndical que sur le plan politique. Le pacte a ouvert une nouvelle étape dans les relations entre la masse des travailleurs, les militants, et les appareils, qui ne concernent plus simplement le PCE et sa projection, les commissions ouvrières, mais aussi, dans des formes spécifiques à ces organisations, le PSOE et l'UGT. Cette étape n'est pas close.

La situation politique est caractérisée par le fait qu'à partir de décembre, les travailleurs ont rencontré le bloc momentanément soudé des directions stalinienne et social-démocrate, intervenant pour leur imposer les mesures accordées à la Moncloa.

La réaction immédiate de la classe ouvrière au pacte de la Moncloa a été celle d'une mobilisation massive pour le rejeter, refuser l'ensemble des mesures d'agression économique anti-ouvrière qui y sont inscrites. Cette mobilisation a bien entendu pris la forme de manifestations de rue massives à Barcelone, à Bilbao, à Pampe-

lune, dans les banlieues de la périphérie de Madrid, rassemblant des centaines de milliers de travailleurs.

Mais elle a pris aussi au départ la forme d'une condamnation du pacte et de ses mesures anti-ouvrières par la CNT et pratiquement par toutes les instances syndicales, sections syndicales, unions départementales et instances fédérales de l'UGT — le bureau confédéral de l'UGT se maintenant lui-même dans les premiers jours sur les positions d'un « oui mais » extrêmement prudent, en contraste avec l'appui résolu et complet apporté tout de suite aux accords de la Moncloa par l'appareil des commissions ouvrières.

L'ampleur des premières manifestations de rue et la force des grèves menées dans les jours suivant la signature du pacte (celle des pilotes et de l'ensemble du personnel d'Iberia, par exemple) ont été nourries directement par les prises de position en série faites au nom d'instances de l'UGT. A Cadix, au même moment, l'explosion de colère de la classe ouvrière et de l'ensemble des masses populaires, à l'annonce de la fermeture des chantiers navals, donnait à la situation un tour extrêmement critique. Ou bien l'UGT se rangeait sur les mêmes positions que les commissions ouvrières et défendait au même titre que celles-ci le pacte, ou bien celui-ci restait lettre morte, précipitant la fin des accords d'union nationale et la chute immédiate du gouvernement Suarez.

C'est alors que se sont succédées une série de rencontres entre les dirigeants staliniens et social-démocrates, et que, sous la pression combinée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, un front contre-révolutionnaire a été mis en place, assurant l'alignement effectif de l'UGT sur les commissions ouvrières. De retour des Etats-Unis, Carrillo rencontrait Felipe Gonzales une première fois, avant que celui-ci soit reçu en grande pompe au Kremlin. A son retour, les conversations se poursuivaient, donnaient lieu à un accord, et à leur tour, Camacho pour les commissions ouvrières et Redondo pour l'UGT se rencontraient et scellaient l'accord contre-révolutionnaire contre la classe ouvrière.

Nous avons indiqué dans l'article de « La Vérité » de mai 1977 les rythmes de syndicalisation à l'UGT : 20 000 membres à l'intérieur de l'Espagne, mais aussi dans l'émigration en mars 1976 : 80 000 en mars 1977. En octobre 1977, le chiffre atteint officiellement 2 millions, et il ne doit pas être très inférieur dans les faits. Cette formidable poussée vers l'UGT s'est faite indirectement, mais aussi directement aux dépens des commissions ouvrières. Elle a traduit l'adhésion de centaines de milliers de travailleurs non encore syndiqués, mais aussi un mouvement important de passage de militants des commissions ouvrières à l'UGT. La place historique de l'UGT, la place qu'elle avait occupée dans le combat contre la CNS et la législation franquiste, le rôle d'appui à la CNS et de briseur de grève, joué tout au long des dernières années du franquisme par les commissions ouvrières : tout a contribué à nourrir la poussée vers l'UGT et à faire d'elle l'un des points de cristallisation principaux des aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière d'Espagne. Sur cette base, de nombreux militants ont tendu à confondre la direction social-démocrate de l'UGT, direction faite de lieutenants ouvriers de la bourgeoisie, avec l'organisation comme telle. La poussée vers l'UGT s'est accompagnée, comme toujours en pareil cas, d'une poussée d'illusions vers l'appareil social-démocrate.

C'est pour cette raison que les mesures prises par l'appareil confédéral de l'UGT depuis fin novembre — dissolution brutale de la Fédération des employés du commerce de Madrid, suspension et demande d'exclusion du secrétaire de la Fédération du bâtiment du même département ; condamnation, accompagnée de sanctions diverses, de toutes les prises de position contraires au pacte ; signature enfin, contre la volonté exprimée par les travailleurs, contre leur vote dans les assemblées générales, des nouvelles conventions collectives établies dans les limites du plafond salarial fixé par le pacte — ont été reçues par la classe ouvrière et surtout par les militants les plus actifs et les plus dévoués de l'UGT comme une succession de seaux d'eau glacée et de coups sur la tête. A mesure qu'ils les recevaient, la mobili-

sation frontale de la classe ouvrière contre le pacte s'est progressivement ralenti, pour faire du mois de janvier 1978 l'un des mois les plus « calmes » que la bourgeoisie ait connu depuis une longue période. Chaque fois qu'il a porté ses coups, l'appareil social-démocrate de l'UGT s'est aligné sur celui des commissions ouvrières, alors qu'en beaucoup d'occasions antérieures il s'en était différencié, parfois nettement. C'est là l'élément qui a pris les militants de court et constitué le trait spécifique du dernier segment de la lutte des classes vécu par la classe ouvrière.

Mais le déroulement du IV^e Congrès de l'UGT de Catalogne, fin février — où une résolution exigeant la rupture avec le pacte de la Moncloa défendue par des militants du POUM et de l'OCIE n'a été battue que par 33 mandats « contre » devant 27 « pour » (13 mandats allant à une résolution présentée par la LCR en alliance avec le parti nationaliste petit-bourgeois catalan, le PSC) —, traduit la volonté des militants de lutter pour l'indépendance de classe du syndicat et une politique correspondant aux aspirations des travailleurs.

L'ENJEU DES « ELECTIONS SYNDICALES »

« Informations ouvrières » a expliqué longuement dans une série d'articles la nature des « élections syndicales » qui ont eu lieu en janvier et février 1978. Elles se situent dans le cadre des accords de la Moncloa et de l'accord signé en novembre par Camacho et Redondo. Leur tenue aurait été impossible indépendamment de l'application par l'UGT du pacte et du combat acharné de l'appareil social-démocrate contre les militants.

Les élections syndicales se situent directement dans l'axe du franquisme en décomposition et sont dirigées frontalement contre l'UGT et la CNT dans une tentative pour refouler ces organisations de la classe ouvrière, dont l'existence est inconciliable avec les institutions franquistes de la monarchie. Elles assurent la mise en place de « comités d'entreprise », lesquels ont reçu une large partie des

attributions qui sont normalement celles des syndicats au sein des entreprises. Pour le gouvernement, le patronat et le PCE, ces comités sont destinés à occuper — dans les limites où les rapports politiques totalement modifiés entre les classes le permettent — la place et les fonctions des anciennes structures de la CNS, des « enlases et jurados », « délégués syndicaux » officiels. Pour les staliniens, il s'agit également, disent-ils, de la préfiguration des « syndicats d'un type nouveau », c'est-à-dire la voie par laquelle la bourgeoisie et les appareils espèrent imposer en Espagne « l'unicité syndicale » à la portugaise, le maintien en place d'une forme de verticalisme, le cadre d'une nouvelle atomisation forcée de la classe ouvrière.

Pour l'UGT, la participation à ces élections est un autre coup porté par l'appareil à l'organisation et à son indépendance de classe. Les rapports politiques entre les classes réduisent singulièrement la portée du coup, mais les comités d'entreprise sont une institution du franquisme, étrangère à la classe ouvrière et dirigée contre ses organisations comme l'étaient les « jurados » et « enlases ». Le nombre de voix, inférieur à celui des commissions ouvrières, recueilli par l'UGT ne fait que traduire ce fait — et le fait aussi que de nombreux travailleurs et militants ont compris que ces élections étaient dirigées contre leur organisation, sa place et son rôle.

Seules l'OCIE et la CNT ont pris nettement et résolument position contre les élections syndicales et les comités d'entreprise, pour l'indépendance de classe des syndicats, la plénitude des prérogatives syndicales, et contre l'application en Espagne de l'unicité syndicale et la mise en place d'un verticalisme nouvelle manière. Pour tenter d'isoler, d'intimider et de faire taire la CNT, le gouvernement a monté à Barcelone une importante provocation policière. Mais la CNT a résisté : en Catalogne et dans le pays valencien, la participation aux élections syndicales a été très faible (inférieure à 25 %).

Une fois encore, la CNT a montré toute l'importance qu'elle possède comme point d'appui dans le combat pour l'indépendance de classe des

syndicats, contre les politiques d'intégration et de maintien en place d'une forme de verticalisme corporatiste.

Les « comités d'entreprise » sont également dirigés contre les comités de grève élus en assemblée générale tout au long des dernières années. Depuis octobre, où l'appareil stalinien avait d'abord « anticipé » la publication du décret royal créant les comités d'entreprise, puis « réagi » contre la « lenteur » de son application, en faisant déjà élire des comités aussi bien dans certaines entreprises de Bilbao qu'en Andalousie, cette fonction est claire. Au début des grèves, l'appareil stalinien dit : « Pourquoi élire un comité de grève, puisque nous avons déjà notre comité d'entreprise que les travailleurs ont élu pour les représenter en toutes circonstances ? »

Au regard de cette double fonction des comités d'entreprise créés par décret royal — contre l'indépendance de classe des syndicats et contre les comités de grève élus —, les militants décideront quelle caractérisation donner de la position de la LCR qui a participé aux élections et combattu avec acharnement pour que les travailleurs y participent, en expliquant que c'était le moyen « d'aider les travailleurs à institutionnaliser les comités formés dans les grèves et les grands combats des dernières années »...

VERS UN NOUVEAU BOND DANS LA LUTTE DES CLASSES

A la mi-février, une série de grèves et de manifestations, à la fois rapprochées dans le temps et significatives par leur lieu, se sont déroulées : grève générale d'une journée à Pampelune ; manifestations répétées à la SEAT contre la réduction des horaires ; grève victorieuse à l'entreprise Wafios à Getafe, après une manifestation de front unique de solidarité des autres entreprises réunissant plus de 25 000 travailleurs de la métallurgie ; grève victorieuse dans les mines de charbon des Asturies, dans la célèbre entreprise Hunosa ; grève et manifestation à

Avilés, contre la structuration de la sidérurgie ; grève victorieuse dans les entreprises d'un autre groupe de la sidérurgie, Altos Hornos de Vizcaya.

Ces mouvements ont une portée considérable, mais doivent être envisagés avant tout en relation avec les processus politiques en cours dans la classe ouvrière, dont ils sont une toute première expression et dont ils facilitent surtout le développement. Le pacte de la Moncloa a été le premier obstacle politique sérieux que la classe ouvrière a rencontré sur son chemin depuis la mort de Franco. Après une phase où la classe ouvrière a bénéficié d'un processus mécanique de dislocation des institutions franquistes, et a connu un mouvement de montée puissante vers ses organisations — en premier lieu le PSOE et l'UGT — avec toutes les illusions qui accompagnent toujours une pareille montée, elle aborde une nouvelle phase de la transformation de la crise de domination politique de la bourgeoisie en crise révolutionnaire ouverte. Dans cette phase, les facteurs subjectifs, de conscience politique — donc d'organisation de l'avant-garde — sont appelés à jouer un rôle beaucoup plus important et central.

De ce point de vue, la défense de l'indépendance de classe des syndicats menée par la CNT contre les élections aux comités d'entreprise est évidemment un acte politique dont la portée dépasse de très loin le champ d'influence organisé ou semi-organisé de la CNT. Mais la presse (« El País », 15 février 1978) a rendu également compte de la tenue à Vallecas, le 12 février, d'une Conférence socialiste ouverte de défense du PSOE, convoquée à l'initiative de la Section socialiste autonome de Vallecas (exclue du PSOE en juillet 1977) et du Collectif socialiste ouvrier de Catalogne (formé des militants qui ont refusé d'accepter en novembre 1977 la fusion du PSOE avec le parti national petit-bourgeois catalan, le PSC de Raventos). Les positions sont définies comme « caballeristes » (par référence à Largo Caballero) « pour la République, la souveraineté du peuple et pour en finir avec les institutions franquistes à l'agonie ». La conférence a décidé la formation d'une « Coordi-

nation ouvrière de sections socialistes » combattant pour la démocratie dans le PSOE et la rupture avec la monarchie et le pacte de la Moncloa. La manière dont le IV^e Congrès de l'UGT de Catalogne s'est déroulé est évidemment directement liée à ce processus, en même temps qu'elle le renforce.

LE COMBAT DES TROTSKYSTES D'ESPAGNE

Le pacte de la Moncloa est un pacte politique. Il sera d'autant plus efficacement combattu et finalement détruit que cette amorce de renforcement politique à l'intérieur des organisations ouvrières sera consolidée. L'unique organisation qui peut le faire est l'OCIE, car elle est seule à défendre l'ensemble des mots d'ordre transitoires de destruction de la monarchie et des institutions franquistes en décomposition, qui correspondent au mouvement qui se dirige inéluctablement vers la chute du régime et l'irruption révolutionnaire centrale des masses.

A partir des usines de Getafe, l'OCIE a engagé le combat pour la formation de comités d'initiative pour le front unique ouvrier contre le pacte de la Moncloa, qui sont des comités politiques, projection du combat des trotskystes contre le pacte, et pour la rupture des organisations ouvrières avec la politique traître de collaboration de classes avec la bourgeoisie et la monarchie franquiste. C'est là une des formes d'action qui ouvre la voie, comme cela a été le cas à Getafe précieusement, à la reconstitution du front unique de la classe ouvrière et de ses organisations, à partir de laquelle celle-ci se chargera alors de donner les coups de boutoir qui mettront à bas les accords. Sur la base des premiers progrès effectués, c'est le combat pour l'Alianza Obrera, c'est-à-dire la forme politique du front unique et du gouvernement ouvrier qui a été propre à l'Espagne, qui doit être réengagé.

Mais l'OCIE est aussi la seule organisation qui puisse donner au combat sur la question nationale toute son ampleur et sa portée révolutionnaires.

L'UCD et le PSOE viennent de négocier une loi d'organisation des élections municipales, qui prévoit l'élection directe du maire à la majorité même relative, indépendamment de la configuration exacte du conseil municipal, et qui élimine également pratiquement toute représentation des petits partis dans les municipalités. La loi est dirigée délibérément contre les nationalités opprimées et la présence dans les municipalités des petites organisations nationalistes partisans de l'exercice réel du droit à l'autodétermination. Elle doit nécessairement relancer le combat sur le terrain de la question nationale et donne de nouvelles possibilités pour l'OCIE d'intervenir et d'ouvrir la voie du combat aux militants des organisations nationales révolutionnaires que la situation politique a pris de court dans la majorité des cas.

La politique de la bourgeoisie et des appareils se meut plus que jamais dans l'axe du franquisme en décomposition. Chaque jour apporte de nouvelles manifestations des éléments constants de crise et de dislocation qu'un pareil choix entraîne.

La question des Canaries se transforme ainsi à grands pas en une question susceptible à elle seule de précipiter une crise politique majeure. Les Canaries sont un dernier vestige de l'ancien empire espagnol et de très ancienne colonie de peuplement ne suffit plus, dans le cadre de la décomposition du franquisme, à les protéger de l'impact des mouvements d'indépendance nationale actifs en Afrique. Un mouvement d'indépendance nationale des Canaries s'est formé et a reçu l'appui officiel de l'Assemblée générale de l'OUA. Dans son édition du 1^{er} mars, « El Pais » écrit qu'au moment d'affronter une question d'ordre international qui peut déboucher sur une grave crise, il est nécessaire de garder la tête froide et d'éloigner les phantasmes de la peur et de la colère ». Autant dire que « El Pais » redoute la conduite que le gouvernement Suarez et les composantes du franquisme en décomposition peuvent avoir dans cette affaire. Mais la situation économique et sociale est plus explosive encore avec une montée vertigineuse du chômage, notamment en

Andalousie, et les entreprises qui commencent à cesser les paiements et à annoncer leur faillite dans les régions industrielles.

Au regard de l'ensemble de ces données, il est impossible de ne pas caractériser, pour terminer, la politique suivie par la LCR d'Espagne. Comme nous l'avons vu, cette politique assure au PCE une couverture gauche sur le terrain syndical (vote aux élections pour les comités d'entreprise, concentration des tirs sur l'UGT). Sur le plan politique, elle comporte une orientation de subordination complète aux cadres de la réforme Suarez et aux Cortès octroyées issues des élections du 15 juin. La LCR a élaboré ses propres amendements à la Constitution monarchique, qui est aujourd'hui en cours d'élaboration finale à huis clos dans la « Commission constitutionnelle » des Cortès octroyées, et demande aux « députés ouvriers de les défendre » (1). Elle a engagé d'autre part une campagne pour que les Cortès — oui, les Cortès octroyées de la

monarchie ! — votent une loi décidant un référendum (préalable au référendum qui est prévu pour juin prochain pour plébisciter avec l'aide des appareils la nouvelle Constitution) sur la question de la nature républicaine ou monarchique de l'Etat. Nous sommes certains que dans les rangs des organisations du Secrétariat unifié, il y aura de nombreux militants pour prendre position contre une telle politique. Il est clair que pour nous, elle est étrangère au marxisme et contraire aux besoins de la classe ouvrière d'Espagne.

Etienne Laurent,
10 mars 1978.

(1) *Combate*, organe de la LCR et de la LC réunies, n^{os} 97 et 98.